

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL DU 20 AVRIL 2015

Envoyé en préfecture le 28/04/2015

Reçu en préfecture le 28/04/2015

DELEGUES :		SEBA EAU
Nombre	Affiché le	79
Quorum		40
Présents		50
Pouvoirs		6
Votants		56
Abstentions		0
Suffrages exprimés		56
Majorité requise		29
Pour		56
Contre		0

OBJET : 1.7 – FINANCES – EMPRUNTS – DELEGATION A DONNER – MODALITES DE SOUSCRIPTION -

L'an deux mille quinze, le vingt du mois d'avril, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias - Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / Mme MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) / Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grospierrres) / MM. FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland (Lachapelle S/s Aubenas) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / PERBOST Serge et CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et SERRE Michel (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (Saint Andéol de Vals) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon) / MANENT Pierre (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : Mme CHAGNOL Dominique, MM. BACCONNIER Jean-Claude et FALLOT Joseph SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERNIN : M. DURIEU Jean-Marie SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : Mme CHAGNOL Dominique (CDC Gorges Ardèche) / M. MANENT Pierre (CDC Vinobre)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : M. PONTIER Jean-Yves (Labégude) à M. CLADT Bernard M. BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) à M. CHAMBON Roland M. ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) à Mme DUMAS Jacqueline M. ROURISSOL Denis (St Privat) à M. MERINE Philippe	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : M. BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) à Mme MAIRESSE Nadine SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. PONTIER Jean-Yves (CDC Aubenas-Vals) à M. LACROTTE Robert
---	---

Titulaires excusés :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentière) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica et M. ROURE Sébastien (Rosières) / MM. GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes : M. GARRIDO Jean-Manuel (CDC Pays des Vans en Cévennes)
---	--

Titulaires absents :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : MM. VENDEVILLE Patrice (Banne) / LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / Mme AMET Maryse (Largentière) / M. RISSE Michel (Malbosc) / Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / MM. BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / SOUTEYRAND Marc, Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. GRASSET Guillaume (Vinezac)	SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes : MM. ETIENNE Claude (Chirois) / CONTESSO Franck (Fons) SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC : MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » : M. LADREYT Jean-Pierre
---	--

Suppléants présents avec voix délibérative :

SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes : Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. LASSERE Camille (Ribes) / LAPIERRE Michel (Rocher) / VAN DYCK Gaston (Rocles) / ESPERANDIEU Jean-Claude (St André-De-Cruzières) / Mme RODIER Ginette (Sanilhac) / M. PERRIER Bernard (Uzer)	
--	--

Le Secrétaire de séance est : Mme Lise TAULEIGNE

- 1/3 -

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : administration@seba-eau.fr - Site internet : www.seba-eau.fr

OBJET : 1.7 – FINANCES – EMPRUNTS – DELEGATION A DONNER – MODALITES DE SOUSCRIPTION

Par délibération en date du 26 mai 2014, le Comité Syndical a donné au Président certaines délégations conformément aux dispositions des articles L 5211-9 et 10 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en matière de réalisation d'emprunts et de lignes de trésorerie.

L'attention des services du SEBA a été attirée sur la nécessité de bien préciser les contours de cette délégation et pour ce faire de se référer à l'annexe VI de la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et leurs établissements publics.

En conséquence, il est proposé au Comité Syndical de **donner délégation** suivant des modalités générales et des spécificités ci-après définies :

1° - Modalités générales –

Le Comité Syndical est invité à donner délégation pour, d'une part, contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la Collectivité ou à la sécurisation de son encours, et pour, d'autre part, réaliser tout investissement et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, et bien évidemment d'optimiser la gestion de sa dette.

Le Comité Syndical définit sa politique d'endettement. En l'occurrence, à la date du 1/1/2015, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

Encours total de la dette actuelle au 1/1/2015 : 14 994 661,94 € de dette classée 1-A

Encours total de la dette envisagée pour l'année 2015: 18 000 000 € de dette classée 1-A

Le Comité Syndical sera tenu informé des emprunts contractés dans le cadre de la délégation, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-23 du CGCT.

2° - Modalités spécifiques pour les instruments de couverture -

→ Stratégie d'endettement :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Collectivité souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou SWAP), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWAARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

→ Caractéristiques essentielles des contrats :

Dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992, des opérations de couverture des risques de taux pourront être sous la forme :

- des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP) ;
- et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA) ;
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP) ;
- et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR) ;
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Le Comité Syndical est appelé à autoriser les opérations de couverture pour le présent exercice budgétaire sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette, ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice et qui sont inscrits en section d'investissement du budget primitif.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la Collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil national de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée des contrats d'adossément et, en tout état de cause, 30 années.

En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- le T4M ;
- le TAM ;
- l'EONIA ;
- le TMO ;
- le TME ;
- l'EURIBOR.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 2 % de l'encours visé par l'opération pour les primes ;
- 0,5 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

3° - Modalités spécifiques pour les produits de financement -

→ Stratégie d'endettement :

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Collectivité souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

→ Caractéristiques essentielles des contrats :

Le Comité Syndical est invité à autoriser, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992, le recours à des produits de financement qui pourront être :

- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration conformément au décret 2014-984 du 28 août 2014 ;
- et/ou des barrières sur EURIBOR.

Le Comité Syndical est appelé à autoriser les produits de financement pour le présent exercice budgétaire pour un montant maximum de 3 000 000 € tel qu'inscrit au budget.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 40 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- le T4M ;
- le TAM ;
- l'EONIA ;
- le TMO ;
- le TME ;
- l'EURIBOR ;
- L'inflation française ou européenne ;
- Le Livret A.

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 1 % du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

4° - Proposition :

Au vu de la complexité de ce domaine spécifique, le Président ne souhaite pas exercer cette délégation. Par contre, au regard des évolutions des marchés financiers et de la nécessité de réagir rapidement, il propose, de manière exceptionnelle, que cette délégation soit accordée, en application de l'Article L 5211-10 6° §, par le Comité Syndical au vice-Président ayant reçu délégation pour les finances.

En effet, l'Article L 5211-10 du C.G.C.T., dans sa partie relative à la coopération locale, prévoit expressément les modalités suivantes :

« Le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;

2° De l'approbation du compte administratif ;

3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;

4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;

5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;

6° De la délégation de la gestion d'un service public... ».

Le Comité Syndical est appelé à donner délégation à M. le Vice-Président en charge des finances pour la présente décision et l'autoriser à :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations ;
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser ;
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée ;
- résilier l'opération arrêtée ;
- signer les contrats répondant aux conditions posées aux alinéas précédents ;

Plus spécifiquement pour les produits de financement, le Comité Syndical est appelé également à l'autoriser à :

- définir le type d'amortissement et procéder à un différé d'amortissement ;
- procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation, sans intégration de la soule ;
- notamment pour les réaménagements de dette, passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable, de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt, allonger la durée du prêt, modifier la périodicité et le profil de remboursement ;
- conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL